

**COMITE QUART MONDE EUROPEEN**  
Intergroupe Extrême Pauvreté et droits de l'homme

Bruxelles, 22 mars 2010

Monsieur le Président du Conseil Européen,  
Monsieur le Président de la Commission Européenne,  
Monsieur le Président du Parlement Européen,

Nous sommes des députés issus de différents groupes politiques du Parlement européen, engagés ensemble dans un intergroupe qui lutte pour la défense des droits des plus pauvres.

Nous apprécions beaucoup que la nouvelle *Stratégie 2020* proposée par Commission européenne retienne, parmi ses cinq objectifs prioritaires, la lutte contre la pauvreté. Toutefois, dans cette approche, les pauvres restent, sans mauvais jeu de mots, les « parents pauvres » de l'UE. La lutte contre la pauvreté figure au *dernier* rang des objectifs ; les propositions sont peu concrètes et les objectifs généraux, comme « réduire de 20 millions le nombre de personnes menacées par la pauvreté ».

Nous vous invitons à inverser la logique, à mettre la lutte contre la pauvreté au *premier* rang des priorités de l'UE, à sortir des approches statistiques pour voir, en chacun de ces enfants, de ces femmes, de ces hommes, un être humain, un citoyen à part entière. A faire des propositions concrètes sur l'éducation des jeunes, la formation, la santé, le logement, les salaires des travailleurs pauvres.

C'est, à l'évidence, un enjeu de justice sociale.

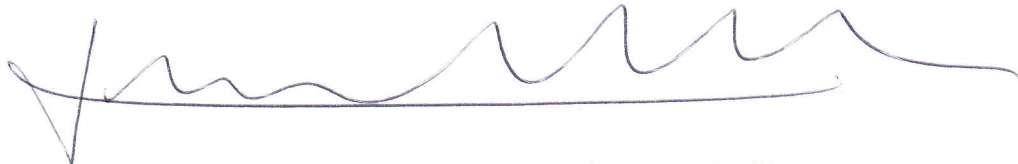
Mais c'est aussi, sur le sol européen, une question de droits de l'homme car la lutte pour la survie écarte les plus démunis de la jouissance de leurs droits fondamentaux. Elle les prive de liens sociaux, les isole.

Enfin, c'est un défi économique : admettre que l'Union européenne compte plus de 80 millions de pauvres, c'est tolérer un immense gâchis. Les économistes y verraient une « mauvaise allocation des ressources ». Nous préférons dire que les pauvres ont aussi des talents et des savoirs. A condition de recevoir une éducation de qualité,

leurs enfants contribueront à la richesse de l'Europe de demain. Ils ne demandent pas la charité mais la dignité.

Même si les modifications successives des traités ont maladroitement fait disparaître la notion de « Communauté », la belle idée des Pères fondateurs doit retrouver sa place centrale : « nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes. »

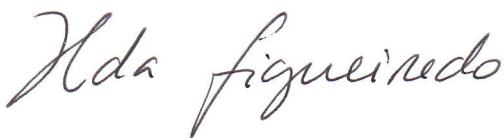
Nous vous prions d'agréer, Messieurs les Présidents, l'expression de ma très haute considération.



Iñigo MENDEZ DE VIGO (PPE, Espagne), président de l'intergroupe



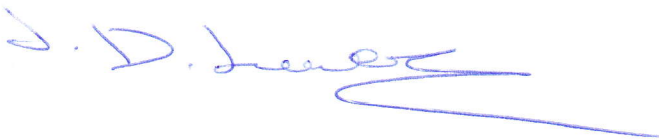
Proinsias DE ROSSA (S&D, Irlande)



Ilda FIGUEIREDO (GUE/NGE, Portugal)



Sylvie GOULARD (ADLE, France)



Jean LAMBERT (Greens, Royaume Uni)